



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Reflexions-d-un-mutualiste>

A propos de la Sécu :

Réflexions d'un mutualiste

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1976 à 1987 - Année 1987 - N° 860 - octobre 1987 -

Date de mise en ligne : mardi 1er avril 2008

Date de parution : octobre 1987

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Voici des extraits du discours prononcé le 23 mai 1987 par René Teulade, Président de la Mutualité Française, lors du rassemblement pour la défense de la Sécurité Sociale, devant plus de 100 000 personnes :

"...Plutôt que de réduire les remboursements, il aurait été plus courageux de s'attaquer à deux maux dont souffre notre système : son opacité et sa complexité.

La réglementation et le vocabulaire ne sont compris que par quelques spécialistes. Il existe plus d'une trentaine de régimes et cotisations et prestations différentes.

Ce qui est clair, c'est que le régime général des salariés verse plus de 40 milliards de francs cette année aux autres régimes. Je rappelle que c'est deux fois le déficit attendu pour ce même régime en 1987.

Faire le point de ces circuits financiers complexes est impératif. Si certains régimes ont besoin d'aide, il faudrait d'abord que leurs bénéficiaires les financent en fonction de leurs revenus réels, et non supposés. Et une bonne part de cette "compensation", puisque c'est le terme, est du domaine de la solidarité nationale, donc de l'Etat. On ne voit pas pourquoi les salariés, dont on connaît les ressources, devraient payer les retraites de certains nonsalariés dont on connaît mal les revenus...

En ce qui concerne les cotisations des entreprises, et sans entrer dans le détail, on remarque que la production fait de plus en plus appel à la "machine" et de moins en moins au travail humain. Les cotisations assises sur les seuls salaires deviennent une absurdité économique...".

Il y aurait beaucoup à dire sur ce sujet, nous y reviendrons sûrement. Contentons-nous cette fois de deux remarques :

1. Les "privilèges obligatoires" dont se plaignent tant certains gros contribuables ne sont, en effet, pas toujours si mauvais, notamment lorsqu'ils interviennent comme redistribution en faveur des plus déshérités. C'est de leur utilisation naïve, particulièrement pour la fabrication d'armements inutiles et dépensés aussitôt que construits, qu'il conviendrait de se plaindre.

2. Comment faire payer les "machines" ? Une taxe encouragerait les "investissements productifs" et pénaliserait les entreprises nationales face à la concurrence. Alors quoi ? Le revenu social ?